

Compte-rendu de la Conférence du CEG « L'économie sociale, une opportunité pour demain ? », le 20 février 2017.

Eden, Charleroi.

Le 20 février dernier, à la Brasserie de l'Eden à Charleroi se tenait la première conférence organisée par le Centre d'études Jacques Georgin, le centre d'études du parti DéFI, au cours de cette année 2017.

Le CEG, qui a déjà tenu par le passé deux conférences-débats à Charleroi, organisait cette conférence en partenariat avec la section locale DéFI de Charleroi.

Devant une assemblée de près de cinquante personnes, il revint à Jean-Noel Gillard, chef de file à Charleroi pour les élections communales de 2018, d'accueillir les participants.

Ensuite, Charles-Etienne Lagasse, président en CEG procéda à la présentation des deux orateurs de la soirée, d'une part Didier Gosuin, Ministre DéFI au Gouvernement bruxellois, en charge de l'Economie, de l'Emploi, et de la Formation Professionnelle et d'autre part, Marie-Caroline Collard, directrice de SAWB (Solidarités Alternatives Wallonie-Bruxelles), la structure faîtière/fédération des entreprises d'économie sociale actives dans nos deux Régions.

Didier Gosuin dressa le bilan de l'économie sociale en région bruxelloise, dont il est en charge (18404 emplois, 785 entreprises), dans une stratégie 2025 « Small Business Act », avec une volonté affirmée de faire entrer encore davantage l'économie sociale dans le monde économique via une dynamique articulée autour de procédures d'agrément plus souples, des accès à des dispositifs d'accompagnement et de soutien financier, ainsi qu'à des dispositifs de gouvernance.

Didier Gosuin mit ainsi l'accent sur le fait que l'économie sociale constituait un vivier important d'emplois pour des demandeurs d'emplois faiblement qualifiés, qui reste une carence en Région bruxelloise.

Une occasion de mettre en évidence le centre bruxellois d'entrepreneuriat social, collaboratif, coopératif, véritable incubateur mettant en synergie plusieurs acteurs économiques autour de l'économie sociale ainsi que quatorze projets innovants dans ce secteur identifiés suite à un appel à projets.

Pour Didier Gosuin, l'économie sociale, c'est d'abord comment produire autrement et localement ; le germe de la nouvelle économie sera assurément l'économie urbaine et dans l'économie sociale, une attention toute particulière doit être portée à l'économie circulaire où comment le déchet de l'un devient la ressource de l'autre.

Vint ensuite l'exposé de Marie-Caroline Collard ; celle-ci rappela tout d'abord les secteurs très variés au sein desquels s'inscrit l'économie sociale (services de proximité, logement, santé, recyclage et valorisation des déchets, informatique, insertion professionnelle, mobilité, agriculture, finances, énergies renouvelables, construction, horeca, culture....) répondant d'une part à une condition de nécessité (couvrir des besoins non couverts) et d'autre part à des conditions d'identité collective (valeurs communes : autonomie de gestion, processus de décision démocratique, primauté des personnes et du travail sur le capital)

Soulignant la finalité des services de ce modèle avait essentiellement pour but de créer du changement social , elle évoqua que l'économie sociale reposait davantage sur des pratiques que sur des statuts juridiques des entreprises (dont elle reconnut que la multiplicité tout en ayant l'avantage de la souplesse gagnerait à être clarifiés).

A cet égard, Madame Collard en fin d'exposé mit en lumière ces pratiques qui fondent l'économie sociale :

- une mobilisation des ressources en dehors des mécanismes du marché ;
- les limites à la rémunération des apports en capitaux ;
- une couverture de coûts de production supérieurs ;
- un véhicule de redistribution ;
- une gouvernance spécifique axée sur la démocratie économique ;

Lors du débat qui s'ensuivit, Marie Caroline Collard concéda qu'il fallait décroiser davantage les dispositifs de soutien à l'économie sociale en Wallonie ainsi que le besoin de disposer à l'instar de ce qui existe en Région bruxelloise, d'un centre wallon d'entrepreneuriat social qui soit l'interlocuteur économique du secteur.